

### FAITS SAILLANTS

- Inondations : plus de 7000 personnes touchées
- Milliers de déplacés en raison des violences
- Tendance à la hausse des incidents limitant l'accès humanitaire
- Révision à la hausse de l'appel de fonds pour répondre aux besoins humanitaires au Mali en 2017



### Au sommaire

- [Milliers de déplacements en raison des violences](#) p.2
- [Le regain de violences nuit à l'accès humanitaire](#) p.3
- [Bilan des écoles fermées à la fin de l'année scolaire](#) p.3
- [Région de Kidal : une approche communautaire à la lutte antimines](#) p.4
- [Révision à mi-parcours du plan de réponse humanitaire 2017](#) p.5
- [Financement du plan de réponse humanitaire en 2017](#) p.6

## Inondations : plus de 7000 personnes touchées

Plus de 7000 personnes ont été affectées par les inondations depuis le début de la saison des pluies cette année au Mali, en majorité dans le nord. De nombreux sinistrés ont vu leurs maisons détruites ou endommagées. Par ailleurs, le bilan provisoire des inondations est particulièrement lourd pour les communautés pastorales avec plus de 26 000 animaux d'élevage perdus à date. La région la plus touchée est Tombouctou qui compte à elle seule plus les deux tiers des sinistrés et la quasi-totalité des pertes de bétails enregistrées.

### CHIFFRES CLES

Nb. de PDI (rapport DNDS, aout 2017) **55 400**

Nb. de réfugiés dans les pays voisins (rapport CMP, juillet 2017) **143 100**

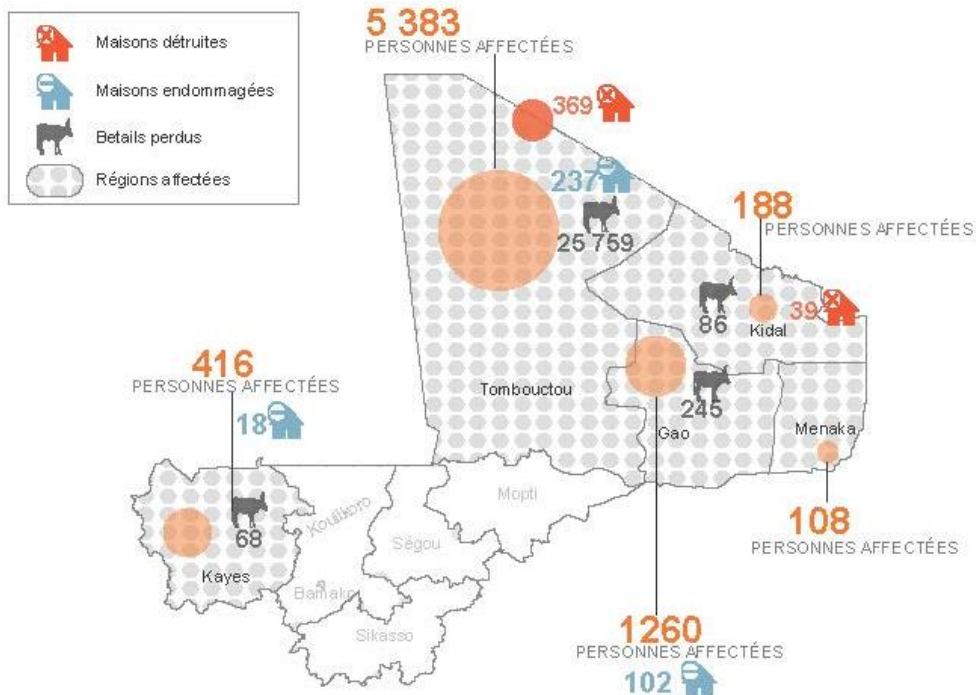
Nb. de retournées (rapport CMP, juillet 2017) **498 200**

Nb. De rapatriées (rapport CMP, juillet 2017) **60 100**

Population en insécurité alimentaire (Cadre harmonisé mars 2017) **3,8 millions**

Nb. d'enfants malnutris de moins de 5 ans (SMART 2016) **622 350**

### Bilan des inondations par région (juin – aout 2017)



### FINANCEMENT

**305 millions**

Fonds requis (\$ US) pour le financement du HRP 2017 (requête révisée)

**24%** financés

### Assistance aux sinistrés

Les autorités, avec l'appui des partenaires humanitaires des Nations Unies et des ONG, ont commencé à fournir une aide d'urgence aux sinistrés selon les besoins identifiés en matière de nourriture, articles de première nécessité, kits d'abris, produits pour purifier l'eau, santé, nutrition, etc. Les partenaires humanitaires ont aussi appuyé la destruction des carcasses des animaux morts afin d'éviter la contamination des eaux et évaluent les besoins pour appuyer la reconstitution du cheptel, le cas échéant. Cependant, la réponse a été ralentie dans certaines zones en raison de l'insécurité ambiante.

## Mesures de préparation

En préparation pour les inondations saisonnières, les autorités et les acteurs humanitaires ont révisé les plans de contingences aux niveaux national et régional et pré-positionné des stocks d'urgence. Le gouvernement a également activé tous les comités de veille dans les régions, les cercles et les communes pour le monitoring, le partage d'information et l'alerte précoce sur les risques inondations.



Kidal, Mali (juillet 2017) : Maison détruite à la suite des pluies diluviennes. Photo : IEDA Relief

Par ailleurs, l'ONGI Wetland International en coordination avec la Direction nationale de l'Hydraulique, a aussi lancé les activités de son Outil de prédiction des inondations dans le delta intérieur du Niger (OPIDIN). Cet outil donne des alertes sur les possibilités d'inondations liées à la crue du fleuve Niger dans une partie des régions de Ségou, Mopti et Tombouctou.

## Milliers de déplacements en raison des violences

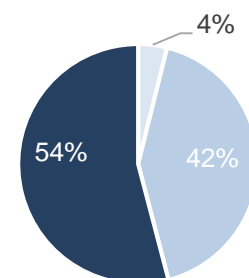
La reprise des combats entre groupes armés et les violences observées dans le nord du pays au cours des dernière semaines ont poussé plus de 3400 personnes à fuir dans les régions de Kidal et Gao, selon les données rapportées à la mi-juillet par la Direction Nationale du Développement Sociale (DNDS)<sup>1</sup>.

La majorité des nouveaux déplacés ont été enregistrés dans le cercle de Bourem.

D'autres mouvements de populations ont aussi été rapportés, notamment dans la région de Ménaka, mais font actuellement l'objet de vérification en raison de la difficulté pour les partenaires humanitaires d'accéder à certaines zones concernées pour des raisons liées à la sécurité.

Ces nouveaux déplacements s'ajoutent aux quelques 30 000 nouveaux déplacements déjà enregistrés au pays depuis le début de l'année en raison du regain des violences entre groupes armés et des conflits intercommunautaires. Bon nombre de ces déplacements ont été de courte durée.

### Répartition des 3421 nouveaux déplacés par tranche d'âge



■ > 60 ans ■ 18-59 ans ■ 0-17 ans

(Source : DNDS)

*Le regain de violences dans le nord et le centre du pays a engendré plus de 30 000 nouveaux déplacements depuis janvier 2017*

<sup>1</sup> Matrice de Suivi des Déplacements (DTM), Rapport de situation (Sitrep) N°16 du 03 Août 2017, Direction Nationale du Développement Social - DNDS

## Situation générale de déplacement au pays

D'après la DNDS, en date du 3 août, un total de 55 400 personnes sont déplacées au pays à la suite de l'éclatement du conflit en 2012, dont près de 40 pour cent se trouvent dans la région de Tombouctou.

Par ailleurs, selon la Commission Mouvement de Populations<sup>2</sup>, plus de 60 000 réfugiés sont maintenant rentrés au pays, tandis que 143 000 réfugiés maliens demeurent dans les pays voisins.

Enfin, depuis l'éclatement du conflit, près de 500 000 personnes déplacées sont retournées chez elles.



Koro, Mopti (juillet 2017) : Focus groupe d'une mission d'évaluation avec les femmes déplacées à Gondougourou où 2000 personnes ont trouvé refuge lors d'affrontements intercommunautaires en juin.  
Photo : OCHA/K. Yarra

## Le regain de violences nuit à l'accès humanitaire

De janvier à juin 2017, 62 incidents ont limité l'accès des organisations humanitaires aux personnes dans le besoin, selon les données rapportées au système de suivi et d'information sur l'accès (AMRF).

Cela représente 90 pour cent du nombre total d'incidents enregistrés pour toute l'année 2016.

Cette augmentation significative est en majorité liée au regain de violences et à la criminalité enregistrés dans le nord et le centre du pays au cours des derniers mois. Plus des trois quarts des incidents enregistrés étaient des attaques contre le personnel, les biens et les installations humanitaires. Les régions les plus touchées sont Gao-Ménaka et Kidal.

### Évolution du nombre de contraintes d'accès



(source : AMRF)

*Le nombre d'incidents ayant limité l'accès humanitaire au cours du premier semestre de 2017 atteint presque le total d'incidents enregistrés pour toute l'année 2016.*

## Près d'un tiers des écoles fermées dans les zones touchées par la crise

L'année scolaire 2016-2017 s'est terminée avec un bilan de 500 écoles fermées – soit 31 pour cent de l'ensemble des écoles – dans les communes du centre et du nord du pays qui sont touchées par la crise. Selon le Cluster Éducation, environ 150 000 enfants sont déscolarisés et/ou non scolarisés du fait de ces fermetures d'écoles. Ce bilan représente une augmentation de 70 pour cent du nombre d'écoles fermées par rapport à la fin de l'année scolaire 2015-2016.

<sup>2</sup> Rapport sur les mouvements de populations, 13 juillet 2017, Commission Mouvement de Populations

Bien que la situation soit restée relativement stable dans les régions du nord (Tombouctou/Taoudénit, Gao/Ménaka et Kidal), un nombre croissant de fermetures d'écoles ont été enregistrées ces derniers mois dans les régions du centre (Mopti et Ségou) en raison de menaces ou du climat d'insécurité. En particulier, des individus armés ont continué à demander la fermeture d'établissements scolaires par endroits, de même que certaines écoles et enseignants ont été la cible d'actes de violence et de banditisme.

La région de Mopti demeure la région la plus touchée avec 248 écoles fermées, et des nouveaux cercles (Mopti, Djenne et Douentza) se trouvent directement touchés par la crise et des menaces qui forcent la fermeture des écoles.

### Promouvoir et protéger le droit à l'éducation des enfants

Pour mieux accompagner le Ministère de l'Éducation en vue de la rentrée scolaire 2017-2018, le Cluster Éducation compte mener une enquête dans un certain nombre d'écoles fermées et ouvertes. Les résultats devraient permettre de mieux cerner les dynamiques et causes des fermetures et d'élaborer des pistes de solutions.

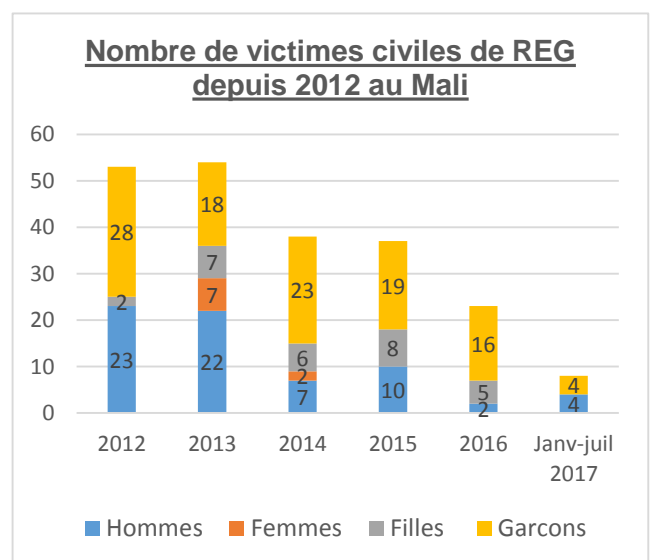
Les acteurs des secteurs de l'éducation et de la protection de l'enfance du système des Nations Unies au Mali<sup>3</sup> prévoient aussi appuyer le Ministère de l'Éducation pour l'établissement d'une feuille de route menant à la signature par le Mali de la « Déclaration sur la sécurité dans les écoles ». Ce texte, initié en 2015 à Genève, engage les États signataires à mieux protéger les écoles et universités lors de situations de conflits (par ex. : ne pas utiliser ces lieux dans le cadre d'efforts militaires, garantir la reprise de l'éducation le plus rapidement possible après la fin des hostilités, ne pas chercher à détruire ou endommager les écoles ou universités dans un but de représailles ou de menace, etc.) À ce jour, 67 pays ont signé la « Déclaration sur la sécurité dans les écoles ».

Par ailleurs, le manque de fonds en 2017 a réduit la capacité des réponses des partenaires humanitaires dans le secteur de l'éducation en situation d'urgence. L'appel de fonds de 35 millions de dollars pour soutenir les interventions humanitaires dans le secteur de l'éducation en 2017 n'a reçu presque aucun financement, selon les données rapportées au service de suivi financier d'OCHA (FTS).

## Kidal : une approche communautaire de lutte antimines

Si le nombre d'incidents et de victimes civiles de restes explosifs de guerre (REG) est en constante baisse au pays depuis 2012, la région de Kidal semble ne pas suivre cette tendance.

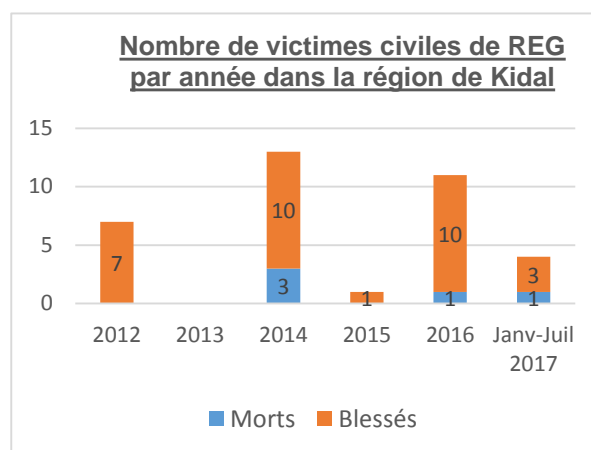
En effet, le nombre d'incidents impliquant des restes explosifs de guerre varie d'année en année, ce qui peut être attribué à la situation sécuritaire instable qui caractérise cette région. Les vagues de violences sporadiques à Kidal engendrent de nouvelles contaminations explosives qui affectent les populations.



(Source : UNMAS)

<sup>3</sup> L'UNICEF et la division de la Protection de l'enfant de la MINUSMA

Depuis janvier 2016, sur un total de 31 victimes civiles de REG au Mali, 48 pour cent ont été répertoriées dans la région de Kidal. En outre, la prolifération d'armes légères et de petit calibre (ALPC) dans la sous-région alimente les conflits, en plus de créer des incidents qui peuvent être attribués à des pratiques dangereuses de gestion et d'utilisation de ces armes.



(Source : UNMAS)

Dans ce contexte, un projet de lutte antimines a débuté avec huit communautés dans les quatre cercles de Kidal, utilisant une approche communautaire visant à former des femmes et des jeunes à conduire des activités de lutte antimines. Ainsi, ces animateurs communautaires seront capables de mener eux-mêmes des campagnes d'éducation aux risques liés aux restes explosifs de guerre et aux armes légères et de petit calibre, avec pour but de réduire la prévalence d'incidents au sein de leurs communautés.

Les personnes formées seront également en mesure de prodiguer les gestes de premiers secours ainsi que d'assurer le référencement des victimes d'incidents explosifs afin de faciliter leur prise en charge médicale. Elles pourront conseiller les personnes ayant survécu à de tels incidents et leurs familles sur leurs droits et les services à leur disposition, tout en faisant le plaidoyer pour l'intégration et la participation des personnes handicapées dans leurs communautés.

En tenant compte des problématiques liées aux contraintes d'accès pour les acteurs humanitaires dans la région de Kidal, l'approche communautaire permet d'engager les structures existantes au sein des communautés, afin de sensibiliser la population locale aux activités de lutte antimines et d'assurer une réponse durable et locale aux risques posés par les restes explosifs de guerre et par la prolifération des armes légères et de petit calibre. Ce projet est mis en œuvre grâce au Fonds central d'intervention d'urgence (CERF).

## EN BREF

### Révision à la hausse de l'appel de fonds du Plan de réponse humanitaire 2017

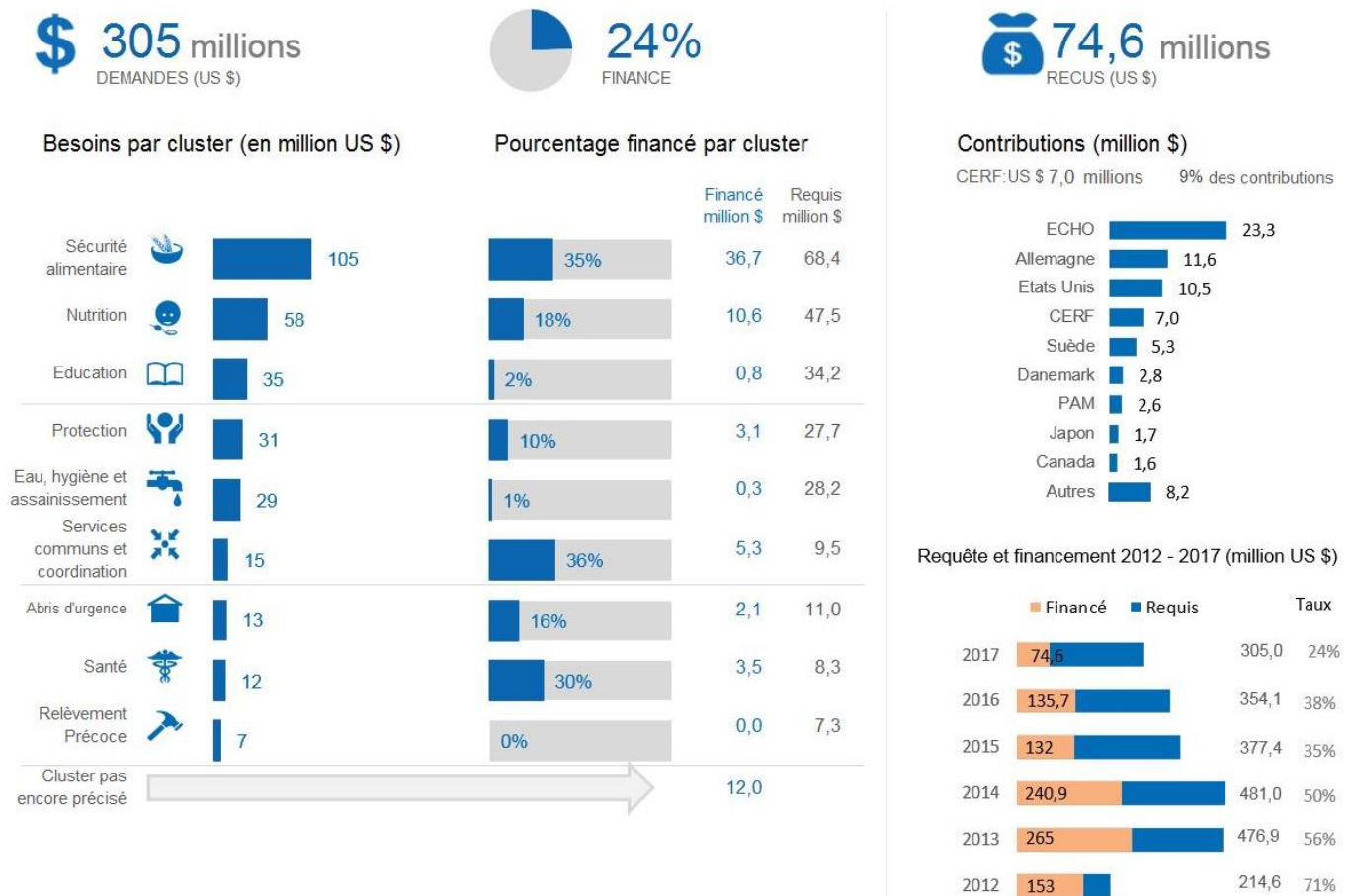
Selon la révision à mi-parcours du plan de réponse humanitaire 2017, le nombre de personnes en besoin d'aide humanitaire au pays cette année a augmenté de 3,7 millions à 3,8 millions. Cette augmentation est principalement due à la hausse de l'estimation du nombre de personnes en besoin dans le secteur de la sécurité alimentaire selon les chiffres de l'analyse du cadre harmonisé (IPC) effectuée au mois de mars. En effet, l'insécurité alimentaire s'est dégradée de 2016 à 2017 en lien avec le regain de violences et d'insécurité dans le nord et le centre du pays qui affectent les moyens de subsistance des ménages. Les importantes inondations liées à la crue du fleuve Niger en 2016 ont aussi affecté les récoltes par endroits.

Pour répondre aux besoins des populations, les acteurs du secteur de la sécurité alimentaire ont ajouté de nouveaux projets au Plan de réponse humanitaire 2017 portant l'appel de fonds à 305 millions de dollars (USD), comparativement à 293 millions de dollars lors du lancement au début de l'année.

## Financement du Plan de réponse humanitaire au Mali

En date du 10 août 2017, l'appel de fonds de 305 millions de dollars (USD) pour financer le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2017 au Mali n'a mobilisé que 24 pour cent des ressources requises, soit 74,6 millions de dollars, selon les données rapportées au [Système de suivi financier](#) d'OCHA (FTS).

À noter que la requête de financement a été révisée à mi-parcours – passant de 293 millions à 305 millions de dollars – pour refléter l'augmentation des besoins identifiés, en particulier dans le secteur de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, 23 millions de dollars supplémentaires ont été alloués à l'aide humanitaire au Mali à l'extérieur du plan commun de réponse.



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Ute Kollies**, Chef de Bureau, OCHA Mali, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org)

**Anouk Desgroseilliers**, Responsable de l'information publique, OCHA Mali, [desgroseilliers@un.org](mailto:desgroseilliers@un.org), Tél. (+223) 75 99 57 61

**Mohamed Dabo**, Gestionnaire de base de données, OCHA Mali, [dabom@un.org](mailto:dabom@un.org), Tél. (+223) 75 99 40 03

Suivez nous : [@OCHA\\_Mali](https://twitter.com/OCHA_Mali) ou [www.facebook.com/ochamali.net](http://www.facebook.com/ochamali.net)